

SEP 20 1977



## NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALEDistr.  
GENERALE

A/32/164

2 septembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS/RUSSETrente-deuxième session  
Point 50 de l'ordre du jour provisoire\*APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE  
INTERNATIONALENon-intervention dans les affaires intérieures des EtatsRapport du Secrétaire général

## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	2
II. REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS .....	3
Barbade .....	3
République socialiste soviétique de Biélorussie .....	3
République démocratique allemande .....	4
Grèce .....	4
Guyane .....	5
Hongrie .....	5
Madagascar .....	5
Pays-Bas .....	7
Philippines .....	8
Roumanie .....	8
Seychelles .....	8
Surinam .....	10
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	11
Etats-Unis d'Amérique .....	11
Venezuela .....	12
Yougoslavie .....	12

## ANNEXE

Liste de documents publiés depuis l'examen de cette question par l'Assemblée générale à sa trente et unième session .....	16
--	----

\* A/32/150.

## I. INTRODUCTION

1. A sa 98ème séance plénière, le 14 décembre 1976, l'Assemblée générale a adopté la résolution 31/91 intitulée "Non-intervention dans les affaires intérieures des Etats" dans laquelle elle priait le Secrétaire général d'inviter tous les Etats Membres à faire connaître leur avis sur les moyens qui permettraient de mieux faire respecter le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, et de faire rapport à l'Assemblée lors de sa trente-deuxième session.
2. Conformément à cette demande, le Secrétaire général a adressé, le 8 février 1977 une note aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, leur transmettant le texte de la résolution 31/91 et les priant de fournir les renseignements demandés dans ladite résolution.
3. Le 31 août 1977, des réponses contenant les renseignements demandés avaient été reçues de 16 Etats. Les passages essentiels de ces communications sont reproduits ci-après à la section II.
4. On trouvera en annexe une liste des documents relatifs à ce point de l'ordre du jour distribués depuis l'adoption de la résolution 31/91.

## II. REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS

### BARBADE

/Original : anglais/  
/19 juillet 1977/

La Barbade est d'avis que l'adhésion universelle à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies qui a été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, constitue la base la plus raisonnable pour mieux faire respecter le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. La Barbade appuie ces deux instruments et estime que l'Organisation des Nations Unies devrait être renforcée et pourvue des moyens nécessaires pour faire face avec efficacité à toute situation menaçant la paix internationale.

La Barbade est consciente du fait qu'il existe dans le monde de nombreux différends territoriaux qui provoquent souvent l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et privent ceux-ci de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et elle s'en inquiète. La région des Antilles elle-même a connu des cas de ce genre qui tendent à y engendrer l'instabilité.

Le Gouvernement barbadien estime que l'application de la résolution 31/91 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1976 contribuerait à atténuer les tensions dans la région.

Pour réduire et éliminer cette menace latente d'intervention dans les affaires intérieures des Etats, toutes les nations devraient s'entendre sur la codification de normes internationales de conduite applicables à la coopération internationale.

### REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

/Original : russe/  
/24 août 1977/

/Voir le rapport du Secrétaire général concernant l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/32/165)./

/...

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

/Original : anglais/  
/27 juin 1977/

/Voir le rapport du Secrétaire général concernant l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/32/165)./

GRECE

/Original : français/  
/22 juillet 1977/

Le Gouvernement hellénique est convaincu que le principe de non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, conformément à la Charte, constitue un pilier essentiel de la société internationale et que son respect strict est une condition nécessaire pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'intervention peut revêtir des formes multiples soit directes soit indirectes. Le Gouvernement hellénique considère néanmoins que l'intervention armée dans les affaires d'un autre Etat souverain est synonyme d'agression et comme telle constitue un danger extrêmement grave pour la sécurité et la paix internationales. De ce fait, elle doit être strictement évitée et, si elle advient, sévèrement condamnée.

En ce qui concerne les moyens par lesquels le principe de non-intervention pourrait être assuré, il est clair que, à défaut d'une volonté politique de la part de certains Etats de s'y conformer, les organes compétents de l'ONU doivent prendre toutes les mesures relevant de leur ressort pour en imposer le respect. Il est évident que de telles mesures sont particulièrement nécessaires lorsque l'intervention est armée, puisque dans ce dernier cas nous nous trouvons devant une violation non seulement du principe de non-intervention mais également de celui du non-recours à la force.

Par conséquent, la Grèce considère que les organes de l'ONU ne doivent pas hésiter à utiliser tous les moyens que la Charte met à leur disposition, y compris les mesures du Chapitre VII de la Charte, pour défendre la paix et la sécurité internationales. Dans ce même ordre d'idées, la Grèce appuie tous les efforts visant à renforcer l'application effective des résolutions de l'ONU, et plus particulièrement du Conseil de sécurité, lorsqu'elles se rapportent à des cas de violation du principe. C'est par ce biais que l'abstention de toute intervention dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un Etat pourrait être le plus efficacement assurée.

/...

GUYANE

/Original : anglais/  
/12 juillet 1977/

Le Gouvernement guyanais suggère :

- a) Que l'Assemblée générale adopte une déclaration sur la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats où seraient incorporés des principes visant à garantir la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, compte tenu notamment de la résolution 31/91 adoptée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1976;
- b) Que l'Organisation des Nations Unies publie et diffuse une brochure reproduisant tous les textes juridiques existants (avec des commentaires) qui se rapportent à la question de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats; à cet égard, un des services de l'ONU - le Service de l'information par exemple - pourrait organiser un programme spécial sur le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.

HONGRIE

/Original : anglais/  
/30 août 1977/

/Voir le rapport du Secrétaire général concernant l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/32/165)./

MADAGASCAR

/Original : français/  
/8 juin 1977/

Ces derniers temps, l'on a assisté à une recrudescence inouïe d'actes de violation flagrante du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Aucune région du globe n'a pu être épargnée de ce fléau. En particulier, il est à noter que l'ingérence des pays impérialistes s'est manifestée le plus souvent dans les affaires intérieures des Etats de tendance progressiste.

Ces violations sont perpétrées contre ces pays pour sauvegarder par la force, ou par des actes de sabotage de tout genre, des intérêts politiques, sociaux, économiques, impérialistes.

/...

S'il est vrai qu'une limitation de la violation du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats doit avant tout commencer au niveau national, par l'éducation permanente et idéologique de la population et par le renforcement de la sécurité nationale, il n'en demeure pas moins vrai que des mesures concrètes doivent être prises au niveau de la communauté internationale pour empêcher la violation du principe, eu égard même à la portée internationale de ce dernier.

#### A. Au niveau international

La solution la plus appropriée pour sauvegarder le principe devrait être recherchée dans le sens d'une intervention, plus énergique qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, de l'Organisation des Nations Unies.

Ceci pourrait par exemple se concrétiser par une intervention immédiate de l'Organisation chaque fois que la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays sont menacées par l'ingérence des pays envahisseurs. Dans ce sens, une commission d'enquête ad hoc devrait pouvoir siéger sans délai, établir la matérialité des faits et en faire rapport au Conseil de sécurité, qui prendrait toute mesure adéquate pour condamner, voire même réprimer l'acte de violation.

Par ailleurs, l'on pourrait se demander si la compétence de la Cour internationale de Justice ne devrait pas être étendue à cette catégorie déterminée d'affaires.

Enfin, devant le développement inquiétant des actes de mercenariat, il est souhaitable d'adopter des mesures fermes, tant au niveau international qu'au niveau interne, concernant la poursuite et la répression sévère de mercenaires, lesquels apparaissent souvent comme un "paravent" commode pour les immixtions commises.

#### B. Au niveau interne

C'est principalement à ce niveau-là que doivent être renforcées les mesures promptes à prévenir et à écarter toute tentative ou acte de violation du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.

Les dispositions de la législation malgache contiennent des mesures suffisantes permettant de prévenir toute manœuvre subversive destinée à troubler la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Aux termes du Code pénal constituent notamment des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat :

- a) Le fait d'avoir entrepris par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire malgache ou de soustraire à l'autorité de Madagascar une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce (art. 80)

/...

- b) Celui d'avoir entretenu avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences ayant pour objet ou pour effet de nuire à la situation militaire ou diplomatique de Madagascar (art. 80)
- c) Celui de survoler le territoire malgache au moyen d'un aéronef étranger sans y être autorisé par une convention diplomatique ou une permission de l'autorité malgache (art. 82)
- d) Le fait de lever ou de faire lever des troupes armées engager ou enrôler ou faire engager des soldats ou leur fournir ou procurer des armes ou munitions sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime (art. 92)
- e) La contrefaçon ou l'altération de monnaies malgaches ou de monnaies étrangères en vue de leur introduction sur le territoire malgache (art. 132 et 133)

En définitive, le Gouvernement malgache convient qu'il est assez ardu, du moins dans le contexte politique international actuel, de présenter des solutions nouvelles aux problèmes qui préoccupent les pays du monde entier, à savoir l'ingérence des pays en mal de domination dans les affaires intérieures des Etats. Mais il semble que la conjugaison des efforts aux niveaux national et international constitue sûrement un moyen permettant d'assurer la sauvegarde et le respect du droit souverain et inaliénable qu'a tout Etat de déterminer librement, sans aucune forme d'intervention étrangère, son régime politique, social et économique et ses relations avec d'autres Etats et les organisations internationales.

#### PAYS-BAS

/Original : anglais/  
/11 juillet 1977/

Le Gouvernement néerlandais tient à adhérer strictement aux dispositions de la Charte des Nations Unies figurant aux paragraphes 4 et 7 de l'Article 2 qui sont d'un intérêt particulier en l'espèce.

Le gouvernement appelle en outre l'attention sur le fait que le Royaume des Pays-Bas a participé aux processus qui ont donné le jour à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies /résolution 2625 (XXV)/ et à la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale /résolution 2734 (XXV)/. Ces deux déclarations réaffirment les principes de la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement néerlandais attache une importance particulière à ces deux déclarations qui ne se contentent pas d'énoncer d'une manière jugée acceptable par la communauté des Etats tout entière un certain nombre de principes fondamentaux du droit international, mais montrent également que chacun de ces principes doit être considéré compte tenu des autres. A cet égard, on mentionnera en particulier

/...

le paragraphe 2 du dispositif de la Déclaration relative aux principes du droit international où il est dit expressément : "Dans leur interprétation et leur application, les principes qui précèdent sont liés entre eux et chaque principe doit être interprété dans le contexte des autres principes."

Le Gouvernement néerlandais craint qu'un débat séparé sur l'application d'un seul des principes énoncés dans ces déclarations ne fasse oublier la cohésion devant exister entre eux.

Ce risque existe en particulier dans le cas du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats. En plusieurs occasions par le passé, des gouvernements se sont retranchés derrière ce principe lorsque la communauté internationale a manifesté des inquiétudes justifiées au sujet de l'application d'autres principes fondamentaux tels que ceux du droit à l'autodétermination et du respect des droits de l'homme.

Les doutes du Gouvernement néerlandais quant à l'opportunité d'un débat séparé sur le principe de la non-intervention sont renforcés par le libellé de la résolution 31/91 dont le caractère vague et général laisse le champ libre à de nombreuses interprétations, situation qui pourrait réduire la portée des termes utilisés dans la déclaration visée.



PHILIPPINES

/Original : anglais/  
/3 août 1977/

Le Gouvernement philippin estime qu'il doit être possible d'éviter et de prévenir toute intervention politique dans les affaires intérieures des Etats :

- a) En assurant la stabilité et la sécurité de la nation et de la région face aux interventions étrangères, grâce au renforcement de la stabilité économique et sociale de chaque pays et de chaque région;
- b) En assurant la reconnaissance du droit inaliénable de chaque Etat et de chaque région, quelles que soient ses dimensions, de préserver son identité nationale et de diriger ses propres affaires à l'abri des interventions de l'extérieur;
- c) En assumant la responsabilité de respecter toutes les nations sur la base de relations mutuelles avantageuses, conformément aux principes de l'autodétermination, de l'égalité souveraine et de la non-intervention dans les affaires intérieures des nations.

Les Philippines ont toujours défendu le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays. En tant qu'Etat membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, elles se sont fermement attachées à favoriser la stricte application dudit principe tel qu'il est énoncé dans la Déclaration de l'ASEAN, la Déclaration de paix, de liberté et de neutralité, la Déclaration de concorde au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est

Les Philippines ont également démontré qu'elles étaient disposées à établir des relations avec les autres pays et régions du monde sur la base du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat, du principe de non-agression et de non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, de l'égalité et de l'avantage mutuel.

ROUMANIE

/Original : français/  
/26 août 1977/

/Voir le rapport du Secrétaire général concernant l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/32/165)./

SEYCHELLES

/Original : anglais/  
/28 mars 1977/

Le Gouvernement seychellois s'inquiète profondément de constater que des interventions dans les affaires intérieures des pays indépendants continuent

/...

à avoir lieu. Il estime que tout Etat victime d'une telle ingérence devrait en saisir l'organe compétent de l'Assemblée générale, lequel devrait entreprendre une enquête impartiale afin que la communauté internationale puisse condamner l'Etat, l'organisation ou les personnes responsables.

SURINAM

/Original : anglais/

/12 juillet 1977/

Tout Etat devrait faire nettement la différence entre ses propres intérêts et ceux des autres Etats. Il ne devrait pas donner à ses intérêts nationaux la primauté sur ceux des autres Etats et, conformément au principe de non-intervention, il devrait s'abstenir de tout acte pouvant être considéré comme une ingérence illicite dans les affaires intérieures d'autres Etats ou une violation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de ces Etats. Il ne devrait pas non plus se faire, par ses actions, l'instrument d'une telle ingérence ou d'une telle violation.

Tout Etat a le droit de déterminer librement ses propres objectifs politiques, sa propre politique et sa stratégie de développement économique, dans les limites susmentionnées.

Tout Etat a le droit d'exercer une souveraineté absolue sur ses ressources naturelles et économiques, renouvelables et non renouvelables, et de les utiliser aux fins de son propre développement et dans l'intérêt de son propre peuple.

Aussi, de l'avis du Gouvernement surinamien, les Etats devraient-ils s'abstenir de toute intervention, avouée ou dissimulée, directe ou indirecte dans les affaires politiques intérieures ou dans la stratégie de développement économique des autres Etats.

Le Gouvernement surinamien estime que pour assurer le respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats il importe au plus haut degré de se conformer aux principes ci-après :

a) Les pays d'origine des sociétés transnationales ne devraient pas se servir de ces sociétés pour exercer une pression quelconque sur les affaires politiques ou sur le système ou la stratégie économiques des pays d'implantation. Ces sociétés ne devraient pas pouvoir exercer une activité quelconque de nature à troubler la paix intérieure ou à destabiliser les gouvernements des pays d'implantation. En outre, les pays d'origine devraient rester sourds aux demandes d'assistance des sociétés transnationales qui pourraient mener à une intervention dans les affaires intérieures des pays d'implantation. Ils devraient s'abstenir d'aider, voire d'encourager, les sociétés transnationales à s'immiscer dans les affaires intérieures des pays d'implantation. La défense, par les pays d'origine, des intérêts des sociétés transnationales dans les pays d'implantation ne devrait pas dépasser le cadre d'une représentation diplomatique normale.

b) Ceux qu'il est convenu d'appeler des mercenaires s'immiscent ouvertement et violemment dans les affaires intérieures des Etats et violent ainsi la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale des pays qu'ils décident d'envahir. Etant donné le caractère anarchique et criminel des activités des mercenaires, le

/...

Gouvernement surinamien estime que les Etats devraient en interdire le recrutement sur leur territoire. Ils ne devraient pas permettre que des mercenaires soient entraînés sur leur territoire et ils devraient interdire à leurs ressortissants de les équiper ou de leur donner toute autre forme d'appui matériel. Ils devraient aussi interdire sur leur territoire l'utilisation ou le transfert de fonds destinés à aider les mercenaires et interdire à ceux-ci le passage de leurs frontières, quel que soit le déguisement sous lequel ils voyagent.

En présentant les vues ci-dessus, le Gouvernement surinamien tient à exprimer la conviction que le respect strict du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats devrait être considéré comme une condition essentielle du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Par conséquent, le Gouvernement surinamien exprime l'espoir que les Etats s'abstiendront de toute intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, sous quelque forme que ce soit.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

/Original : russe/

/2 août 1977/

/Voir le rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/32/165)./

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

/Original : anglais/

/19 juillet 1977/

Les Etats-Unis d'Amérique sont fermement attachés au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats énoncé dans la Charte des Nations Unies et se réjouissent de pouvoir réaffirmer leur appui à ce principe, qui continue d'être bafoué dans certaines régions du monde. Pour que la paix mondiale puisse être préservée et que les peuples puissent parvenir à l'autodétermination il importe avant tout que les Etats observent strictement le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

Les Etats-Unis d'Amérique préconisent l'adoption de mesures efficaces pour mieux faire respecter ce principe par la communauté internationale. Ils reconnaissent que la résolution 31/91 offre dans l'ensemble des directives utiles pour assurer des relations internationales satisfaisantes. Toutefois, la meilleure façon de faire respecter le principe de la non-intervention est d'obtenir de tous les Etats qu'ils adhèrent aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies.

/...

VENEZUELA

/Original : espagnol/

/25 avril 1977/

Le Venezuela a, dans de nombreux accords bilatéraux, proclamé son adhésion aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et son désir de lui voir jouer un rôle plus important et plus actif, ainsi que la nécessité de consolider les liens d'amitié, d'intensifier la coopération et de promouvoir la compréhension entre les pays, pour pouvoir renforcer la sécurité internationale sur des bases solides. Comme nous l'avons également maintes fois affirmé, nous sommes convaincus que la paix, pour être plus solide et plus durable, doit reposer sur un nouvel ordre économique international garantissant des échanges commerciaux plus justes et plus équitables et favorisant le développement harmonieux des peuples et sur l'application effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale), comme le Gouvernement vénézuélien l'a souvent réclamé dans les diverses réunions internationales.

Je me permets de reproduire ici les dispositions relatives à cette question qui figurent dans toutes les déclarations communes que le Venezuela a adoptées dans le cadre de ses relations bilatérales avec divers pays :

"Ils réaffirment l'adhésion de leurs pays aux principes de la non-intervention, de l'intégrité territoriale, du règlement pacifique des différends et de l'égalité souveraine de tous les Etats et soulignent que ces principes doivent régir les relations entre les Etats."

YUGOSLAVIE

/Original : anglais/

/15 juillet 1977/

Le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, qui a toujours strictement observé les principes de non-ingérence et de non-intervention, tient à souligner que la Yougoslavie a toujours attaché la plus grande importance aux actes d'ingérence et d'intervention étrangères dans les affaires intérieures d'autres peuples et d'autres pays qui, à son avis, constituent l'une des menaces les plus dangereuses pour la souveraineté, l'intégrité et le libre développement des peuples et des pays.

A l'heure actuelle, les relations internationales sont marquées par des actes encore plus fréquents d'ingérence et d'intervention dans les affaires intérieures des Etats et par le recours à la force, et ce, malgré la Charte des Nations Unies et d'autres documents internationaux faisant obligation aux Membres de l'Organisation internationale de s'abstenir de tels actes.

Les pays non alignés et autres pays en développement sont le plus souvent exposés à des actes de subversion et d'ingérence directs dans leurs affaires intérieures, qui visent à destabiliser la situation interne desdits pays, notamment

/...

en renversant les gouvernements légitimes, et à empêcher la poursuite d'une politique étrangère et d'un développement indépendants. Aussi, tous les pays ont-ils un intérêt particulier à l'élimination de la politique de puissance et d'intervention dans les affaires d'autres Etats des relations internationales. La Yougoslavie, comme les autres pays non alignés, estime que l'Organisation mondiale devrait exercer des efforts plus intenses en vue de faire disparaître de telles pratiques des relations internationales. A cet égard, les pays non alignés se sont montrés et continuent à se montrer entièrement disposés à appuyer pleinement l'Organisation internationale dans les efforts qu'elle déploie à cette fin. La quatrième Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en 1973, la Conférence ministérielle des pays non alignés, qui s'est tenue à Lima en 1975, et la cinquième Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en 1976, ont consacré une attention particulière à cette question brûlante qui se pose au monde contemporain et elles ont apporté une contribution concrète en appelant l'attention sur les nouvelles formes d'intervention et les moyens de les éliminer.

La cinquième Conférence de Colombo a consacré un chapitre distinct à cette question dans sa Déclaration politique, dans laquelle elle a souligné, entre autres choses, que les mesures calculées pour provoquer le trouble et la destabilisation menaçaient la sécurité interne et semaient la confusion politique et le chaos économique, et que les pays non alignés devaient agir avec plus de résolution devant les menaces de pression et de domination étrangères, de subversion et d'ingérence dans leurs affaires intérieures. A cet égard, il y a lieu de souligner que la réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi du 7 au 11 avril 1977, a demandé à tous les membres du Mouvement non aligné de répondre à l'invitation du Secrétaire général d'exprimer leurs vues sur la manière de faire respecter les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

L'intervention extérieure peut se présenter sous les formes les plus variées - ingérence politique, économique, militaire, idéologique, ou même, également, propagande. La politique d'intervention utilise une vaste gamme de méthodes, directes et indirectes, grossières et subtiles, appliquées par des organes étatiques, des sociétés transnationales, des institutions privées et semi-privées, des groupements politiques ou des organes d'information de masse. Le recours au terrorisme et le recrutement de mercenaires en sont les formes les plus récentes. Elles visent avant tout à faire échec aux luttes de libération nationale et à empêcher la consolidation de l'indépendance des pays nouvellement libérés, en particulier en Afrique, ainsi qu'à faire obstacle à la lutte contre la discrimination raciale et l'apartheid.

Les actes de terrorisme d'Etat contre les peuples qui luttent pour leur libération, leur autodétermination et leur indépendance, ainsi que la tolérance par les Etats de vestiges de groupes de terroristes fascistes ou mercenaires, font peser une menace extrêmement grave sur la sécurité internationale et la stabilité interne des pays. Ce type d'intervention brutale d'éléments étrangers n'est pas dirigé contre les seuls pays africains ou autres pays en développement, mais contre l'ensemble du Mouvement non aligné dont il vise à affaiblir les capacités d'action et le rôle dans les relations internationales en tant qu'élément indépendant agissant à l'échelon mondial et en dehors des blocs.

/...

Ce qui est le plus préoccupant à cet égard est le fait que les protagonistes de l'interventionnisme et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats s'efforcent de légaliser cette pratique dangereuse en invoquant, notamment, des intérêts "supérieurs", "historiques ou spéciaux", ou les intérêts du bloc auquel ils appartiennent dans diverses régions.

L'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats est un phénomène qui a pour origine la politique de force et la volonté de diviser le monde en zones d'influence et en blocs, de sauvegarder les situations privilégiées existantes et de continuer à exploiter les ressources naturelles des autres pays dans le but d'empêcher l'émancipation des peuples et leur développement social, économique et politique. Le recours à la force et diverses formes d'ingérence dans les affaires des autres pays, en particulier de ceux qui sont résolus à poursuivre une politique intérieure et étrangère authentiquement indépendante, accompagnent inévitablement ce genre de politique.

Le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie estime que pour faire disparaître ce phénomène d'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays il est indispensable :

a) De garantir le respect des dispositions de la résolution de l'Assemblée générale par les gouvernements;

b) De tout faire pour déterminer et supprimer les causes de ce phénomène d'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays : politique de force et de création de zones d'influence, division en blocs, exploitation des ressources naturelles des autres pays et des autres peuples en violation de leur souveraineté sur ces ressources, colonialisme, impérialisme, politique d'hégémonie et autres formes de coercition et de suprématie dans les relations entre les peuples et les Etats;

c) De définir avec la plus grande netteté et sous une forme appropriée l'inadmissibilité de tout acte d'ingérence dans les affaires des autres pays, quel que soit son auteur et quel qu'en soit le prétexte;

d) De s'efforcer encore davantage de démocratiser les relations internationales et d'instaurer le nouvel ordre international, de généraliser la détente, d'assurer le strict respect des décisions de l'Organisation des Nations Unies et de renforcer le rôle de l'Organisation mondiale en tant qu'instrument universel de coopération internationale;

e) De faire en sorte que la question de l'intervention dans les affaires intérieures soit constamment inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, d'appeler l'attention sur les exemples concrets d'ingérence dans les affaires intérieures de tel ou tel pays, de prendre des mesures énergiques pour apporter un appui moral et matériel aux pays qui s'efforcent de résister à l'intervention étrangère et de prier le Secrétaire général de présenter des rapports réguliers sur l'application des résolutions de l'Assemblée générale relatives à ces questions;

f) De perfectionner les instruments de droit international existants, par exemple la Convention interdisant le recrutement de mercenaires, qui ont trait à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays;

g) D'empêcher, dans divers pays, les activités terroristes dirigées contre des Etats tiers;

h) D'apporter une solution plus efficace aux problèmes internationaux majeurs, en particulier ceux que posent les foyers de crise dans diverses régions du monde.

/...

ANNEXE

Liste de documents publiés depuis l'examen de cette question par  
l'Assemblée générale à sa trente et unième session

- A/31/431-S/12255      Lettre datée du 13 décembre 1976 émanant des pays suivants :  
                          Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande,  
                          Roumanie, Tchécoslovaquie et Union des Républiques  
                          socialistes soviétiques
- A/31/438              Lettre datée du 14 décembre 1976 émanant de la Guinée-Bissau  
                          et de la République démocratique allemande
- A/32/68                Lettre datée du 21 avril 1977 émanant de Cuba et du Yémen  
                          démocratique
- A/32/69                Lettre datée du 21 avril 1977 émanant de Cuba et de la  
                          Jamahiriya arabe libyenne
- A/32/70                Lettre datée du 22 avril 1977 émanant de Cuba et du Mozambique
- A/32/71                Lettre datée du 22 avril 1977 émanant de l'Angola et de Cuba
- A/32/74                Lettre datée du 25 avril 1977 émanant de l'Inde
- A/32/75                Lettre datée du 22 avril 1977 émanant de Cuba et de la Somalie
- A/32/77                Lettre datée du 29 avril 1977 émanant de la Jamahiriya arabe  
                          libyenne et du Panama
- A/32/78                Lettre datée du 5 mai 1977 émanant de l'Oman
- A/32/89                Lettre datée du 27 avril 1977 émanant de Cuba et de l'Ethiopie
- A/32/93                Lettre datée du 25 mai 1977 émanant de la Hongrie et du Yémen  
                          démocratique
- A/32/117              Lettre datée du 17 juin 1977 émanant du Panama
- A/32/128              Lettre datée du 27 juin 1977 émanant de l'Oman
- A/32/140              Lettre datée du 18 juillet 1977 émanant de la République  
                          démocratique allemande et de la Roumanie
- A/32/153              Lettre datée du 22 juillet 1977 émanant de la Roumanie et de  
                          la Tchécoslovaquie
- A/32/154              Lettre datée du 22 juillet 1977 émanant de la Somalie, du  
                          Soudan, du Yémen et du Yémen démocratique
- A/32/157              Note verbale datée du 2 août 1977 émanant de l'Union des  
                          Républiques socialistes soviétiques

-----